

## CONCOURS DE RECRUTEMENT DANS L'ÉDUCATION

## Des conditions loin d'être convenables

**Journée décisive, hier, pour les milliers de candidats au poste d'enseignant. L'entretien oral devant permettre aux futurs enseignants d'être sélectionnés s'est déroulé dans une anarchie indescriptible à Alger. Dès les premières heures de la journée, les candidats se sont amassés dans une grande cohue devant le lycée El-Idrissi.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Les 19 000 postes à pourvoir dans les trois paliers de l'éducation nationale ont attiré un nombre impressionnant de candidats.

Après avoir déposé leurs dossiers, ces derniers avaient, hier, rendez-vous avec l'entretien oral. Ce dernier s'est déroulé dans des conditions loin d'être idéales. Au niveau du lycée El-Idrissi, dès 8 h du matin, les candidats se sont amassés devant une porte d'entrée restée longtemps fermée. Munis de leurs convocations, les

candidats ont attendu longtemps avant de pouvoir être face aux membres de la commission chargée de les évaluer. Ces derniers leur ont posé des questions sur leur cursus universitaire et leurs motivations.

Un entretien qui permettra de retenir ou pas le candidat. Une démarche qui n'a pas toujours été approuvée par les syndicats du secteur qui ont longtemps dénoncé les conditions dans lesquelles est organisé le concours de recrutement. De l'aveu même de la



Le secteur de Benghebrit réduit à recruter un personnel n'ayant aucun lien avec la pédagogie.

ministre de l'Education, le mode de sélection des futurs enseignants

mériterait d'être revu. Nouria Benghebrit avait, lors d'une de ses

sorties médiatiques, fait savoir qu'elle n'approuvait pas forcément ce mode mais que, faute de réflexion conjointe avec la Fonction publique, il est reconduit année après année.

L'idéal serait, selon Benghebrit, de ne recruter que les universitaires formés dans les ENS. Ces derniers ne formant pas assez de futurs enseignants, le secteur de l'éducation est réduit à recruter des licenciés n'ayant aucun lien avec la pédagogie.

Pour pallier ce manque, le département de Benghebrit organise en direction des nouvelles recrues des stages de quinze jours avant la rentrée scolaire. Avec ce maigre bagage, ils devront faire face dès septembre aux élèves.

N. I.

## AFFAIRE DES AVOCATS GRÉVISTES

## La LADDH répond au bâtonnier d'Oran

**La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) affirme que les plaintes qui ont été portées par les avocats grévistes devant des instances internationales sont contre le bâtonnier d'Oran.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** «Les plaintes des avocats n'ont pas été portées contre l'Etat algérien mais contre le bâtonnier d'Oran», déclare M<sup>e</sup> Saleh Dabouz, président de la LADDH, hier à Alger.

Prenant en charge la défense de ces avocats, M<sup>e</sup> Dabouz rappelle qu'il existe une disposition constitutionnelle qui permet aux citoyens algériens de saisir les instances internationales.

Aux sanctions disciplinaires infligées aux avocats grévistes, il précise que seule la Commission nationale des recours de la Cour suprême peut décider de la suite à donner. D'ailleurs, poursuit-il, «cette commission a déjà annulé toutes ces décisions que le bâtonnier d'Oran refuse de reconnaître et d'appliquer».

Le président de la LADDH déplore ainsi que la justice à Oran soit «sous la coupe du bâtonnier». «A Oran, la justice ne fonctionne pas correctement. Il y a un abus qui l'empêche de bien fonctionner», dit-il.

Répondant au bâtonnier d'Oran qui les accuse d'être manipulés par l'étranger, les avocats concernés reviennent sur les détails de leurs affaires respectives.

Première à prendre la parole, M<sup>e</sup> Belkacem Saâdoun Souad rappelle le motif de sa radiation du barreau d'Oran. «Le prétexte était une affaire de pension alimentaire qui remonte à 2005. Une affaire fabriquée de toutes pièces qu'on m'a collée, alors que je n'avais fait que mon travail : défendre ma cliente. La décision est revenue au président du tribunal», explique-t-elle.

Ayant engagé un recours auprès de la Commission nationale de recours de la Cour suprême, sa radiation a été annulée en janvier 2013. Une décision qui, pourtant, «le bâtonnier d'Oran refuse de reconnaître et persiste en maintenant la

décision de ma radiation du barreau».

Affaibli par la grève de la faim qu'elle a observée, M<sup>e</sup> Belkacem Saâdoun s'indigne : «C'est cela la justice en Algérie ?»

M<sup>e</sup> Naït Saleh Belkacem évoque pour sa part les malversations financières et les détournements de fonds de l'ordre des avocats qu'il avait découvert.

Une affaire à laquelle aucune suite n'a été donnée malgré, dit-il, «les preuves tangibles fournies ainsi que la traçabilité des comptes de l'ordre des avocats de celui du bâtonnier d'Oran».

Les deux avocats M<sup>e</sup> Ben Daoud et M<sup>e</sup> Saker Djamel ainsi que l'avocat stagiaire, M<sup>e</sup> Boutaleb Mohamed du barreau d'Oran et M<sup>e</sup> Ben Aïssa Abdelhak du barreau de Sidi-Bel-Abbès dénoncent tous l'«abus de pouvoir» de leurs bâtonniers respectifs. Selon eux, ces «agissements» et «pressions exercées» persistent depuis des années.

Tous ces avocats continuent de protester fermement contre les «injustices» subies.

Ry. N.

## DIX-NEUVIÈME JOURNÉE DU PROCÈS KHALIFA

## Des entreprises publiques et des mutualités à la barre

**La dix-neuvième journée du procès Khalifa a porté, hier, à nouveau, sur l'argent perdu des entreprises publiques après son placement à Khalifa Bank.**

**De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni**

Le tribunal criminel près la cour de Blida a auditionné hier, d'anciens responsables d'entreprises publiques et de mutualités qui avaient procédé à des dépôts d'argent à Khalifa Bank.

Le directeur de la Mutualité des travailleurs des industries de l'électricité et du gaz, Abderrahmane Benssaâdoune, était parmi les premiers à passer à la barre, pour s'expliquer sur le placement de 10 milliards de centimes à Khalifa Bank. Une somme que la mutualité qu'il dirigeait a fini par perdre. Il commence par préciser que sa motivation était de voir ce montant, placé en deux temps, générer des bénéfices

pour les travailleurs, vu les taux intéressants qu'offrait Khalifa Bank.

Le juge Antar Menouar lui demande s'il n'avait pas justement douté de ces taux d'intérêts particulièrement élevés. Le témoin dit ne pas avoir douté, même s'il a reconnu que par rapport à la BEA et la CPA qui appliquaient des taux de moins de 5%, celui de Khalifa Bank, qui avait atteint les 12%, était largement au-dessus de la barre. L'ex-DG de l'Entreprise nationale des systèmes d'information (ENSI), Fadila Berkane, s'est aussi expliquée devant le juge Antar Menouar sur les 10 milliards de centimes placés à Khalifa Bank. Elle affirme d'emblée que le dépôt a été effectué avant son arrivée à la tête de

l'entreprise, mais que la décision a été tout de même prise après réunion du conseil d'administration. Là encore, l'argent n'a jamais été récupéré. Idem pour les 5 milliards de centimes déposés par la Mutualité des travailleurs de Sonelgaz, et dont l'ex-DG, Mourad Cherabi, a attesté de leur perte. Ce dernier a, lui aussi, expliqué que le placement a été effectué après réunion et approbation du conseil d'administration.

La défense tente de faire le parallèle avec Mohamed Djellab L'ex-DG de l'Entreprise nationale de la navigation aérienne, Mustapha Hamed Abdelouahab, est passé à son tour à la barre pour un montant de 5 milliards de centimes placé chez Khalifa Bank. Il affirme que l'argent a été déposé au temps de son prédécesseur et que, néanmoins, il a

tenté de le récupérer par tous les moyens. Une vaine tentative, puisque l'argent a également été perdu dans ce cas.

La défense de Moumène Khalifa, qui a pris la parole lors de l'audition de chaque témoin, les a interrogés sur la période après laquelle leurs entreprises commençaient à avoir des difficultés pour le retrait d'argent chez Khalifa Bank. Presque tous ont affirmé avoir constaté des anomalies à partir de fin 2002.

Les avocats de Moumène Khalifa ont ainsi tenté de faire le parallèle avec la nomination de l'ex-ministre des Finances Mohamed Djellab comme administrateur provisoire de Khalifa Bank, en novembre 2002. Une date à laquelle avait suivi le gel du commerce extérieur de la banque, avant son retrait d'agrément en 2003.

M. M.

## SIDI SAÏD À BOUMERDÈS :

## «L'UGTA est au même niveau que les syndicats suédois»

L'Union générale des travailleurs est arrivée au même niveau que les syndicats suédois et l'Algérie est au plan social, le meilleur pays au monde, lance devant des syndicalistes dont la majorité dépasse largement la soixantaine, Sidi Saïd, le patron de l'UGTA, à partir de l'institut hôtelier d'El Kerma à l'Est de la ville de Boumerdès, où il est venu présider l'ouverture du 6<sup>e</sup> congrès de l'Union de wilaya (UW) de cette localité.

Le wali de Boumerdès et les autorités électives administratives ont également pris part à ce conclave qui a réuni 159 délégués. Avant de s'attribuer cette position élogieuse et d'asséner ce satisfecit, le chef de la Centrale syndicale a fustigé, par allusions, les syndicats autonomes, les partis de l'opposition et toutes personnes ou instances qui ne soutiennent par le chef de l'Etat. «Il n'y a pas de frontière entre les cadres gestionnaires et les syndicalistes, entre le wali et le secrétaire général de l'UW, entre la fédération et le ministre, entre le secrétaire général de l'UGTA et le Président. Il y a une cohésion à tous les niveaux. Certains veulent détruire cette cohésion. Nous nous sommes des défenseurs des droits des travailleurs mais aussi les soldats de la République. Nous défendons la stabilité du pays. Certains sont jaloux et ils veulent casser cette stabilité. Ne les écoutez pas ! Ils sèment la zizanie !» clame-t-il devant son auditoire avant d'ajouter : «En jouant sur la stabilité du pays, ils veulent nous faire revenir vers la décennie noire.»

Les observateurs et syndicalistes présents sont, cependant, restés sur leur faim s'agissant de la position de l'UGTA sur certains dossiers notamment la récente déclaration alarmante du Premier ministre qui craint la survenue d'une grave crise économique dans le pays, les prix des denrées alimentaires qui flambent à la veille du mois de Ramadhan, le comportement du FCE qui s'érige, selon l'avis d'un grand nombre de citoyens et acteurs de la société civile, en instance politique nationale du pays, la réforme du code du travail, la concrétisation réelle de l'abrogation du fameux article 87 bis et d'autres points chauds de l'actualité sociale.

A la fin de son discours, alors qu'il accompagnait le wali de Boumerdès, Kamel Abbès, vers la sortie de l'établissement, des confrères l'avaient abordé pour lui poser quelques questions. «Je reviens tout de suite», leur a-t-il dit. Il est monté dans son véhicule pour filer sans aucune considération pour ces journalistes.

Au sujet de l'abrogation de l'article cité plus haut, Sidi Saïd dit une chose et son contraire. «Des gens, pour semer le trouble, vous mentent et nous critiquent au sujet de l'application. Ne les croyez pas. C'est une décision du président de la République. Qui osera remettre en cause une décision de Boutefflika.» Puis, l'orateur se perd dans des explications au sujet de cette l'application «c'est un problème de technicité. Des responsables de l'UGTA font, avec les responsables des entreprises publiques ou des administrations, des simulations pour savoir combien cela coûtera», dira-t-il précisant que c'est une augmentation salariale qui ne dit pas son nom.

Abachi L.